

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.958

## Une semaine après la concrétisation du tournant du quinquennat

### Confirmation de l'orientation sociale-libérale et inquiétude pour La Réunion

**I**l y a moins de deux semaines, juste avant son voyage à La Réunion, le président de la République a donné le ton de la seconde moitié de son mandat: pas de changement de cap et volonté d'aller plus vite. Cela signifie le maintien de la politique d'austérité. La mise en place du gouvernement et les déclarations de plusieurs ministres saluent le tournant du quinquennat. La première semaine de ce gouvernement n'incite pas à l'optimisme pour La Réunion.

Le 20 août, François Hollande s'exprime dans les colonnes du "Monde". Juste avant de venir à La Réunion, le chef de l'Etat braque tous les projecteurs vers lui. Il avait dit vouloir aller plus vite et plus loin. Il a rappelé que sa ligne est celle du pacte de responsabilité.

Le 21 août, tous les ministres et secrétaires d'Etat étaient convoqués à Matignon par le Premier ministre. Le même jour, toujours dans "Le Monde", Arnaud Montebourg répondait à François Hollande appelant à changer de politique. L'ancien ministre de l'Economie voulait moins d'austérité et plus de mesures de relance.

#### La rose n'existe plus

Le 24 août, il allait encore plus loin dans la critique. Le lendemain 25 août, le Premier ministre remettait la démission de tout le gouvernement. François Hollande choisissait de reconduire Manuel Valls dans ses fonctions. Le nouveau gouvernement est alors formé sans les contestataires.

Le 26 août, Manuel Valls fait un triomphe au MEDEF. Le discours du Premier ministre va manifestement dans le sens des revendications de la centrale patronale.

Le 27 août, c'est une interview du nouveau ministre de l'Economie annonçant qu'il est ouvert à la remise en cause des 35 heures, à condition que les partenaires sociaux en discutent et tombent d'accord sur ce point lors de négociations dans les entreprises



**Les députés sur cette photo sont tous d'accord avec la politique du gouvernement, ils ont signé un appel allant dans ce sens.**

ou les branches.

Enfin, ce 2 septembre, c'est le ministre du Travail qui remet une couche. Il admet que les politiques mises en œuvre pour combattre le chômage sont un échec. Manifestement, il a trouvé les responsables, ce sont les chômeurs. Difficile en effet de trouver une autre conclusion à ses propos visant les soi-disant demandeurs d'emploi qui ne cherchent pas de travail.

Tout cela fait dire à Martine Aubry que la rose n'existe plus...

#### 170.000 Réunionnais cherchent un emploi

Ces déclarations se confrontent à La Réunion à une réalité. Le dernier poin-

tage de juillet publié par Pole emploi indique que plus de 170.000 Réunionnais sont inscrits à Pole Emploi. Parmi eux, seulement 56.000 étaient indemnisés et 55.000 avaient une situation tellement précaire qu'ils ne survivaient qu'avec le RSA socle.

Avec un nombre d'abandonnés aussi grand, il est clair que les propos du ministre du Travail choquent. Ils traduisent aussi une impuissance et ils rejoignent la proposition surréaliste des «40.000 emplois d'avenir» annoncés dans son discours de Saint-Denis par le président de la République.

Le gouvernement boucle donc sa première semaine d'existence avec une ligne clairement tracée: poursuite de l'austérité et difficulté d'imaginer d'autres mesures pour l'emploi.

C'est très inquiétant pour La Réunion car le taux de chômage est ici trois fois plus important.

## Le Pôle Emploi va intensifier ses contrôles

# Le ministre du Travail culpabilise les chômeurs

**C**ontrairement aux promesses du gouvernement, la courbe du chômage ne s'est pas inversée, pire elle a augmenté. Raison pour laquelle, le ministre du Travail, François Rebsamen a demandé à Pôle Emploi de «renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi».



François Rebsamen, ministre du Travail.

Face à ces déclarations, les réactions se sont faites vives. Les frondeurs martèlent leur opposition à la politique gouvernement et les syndicats se disent «atterrés» par les déclarations du ministre.

**«Il s'agit de vérifier que les gens cherchent bien un emploi»**

Pour le ministre, la clé du problème du chômage reste le contrôle: «Il s'agit de vérifier que les gens cherchent bien un emploi», a déclaré le ministre sur iTélé. «Il faut qu'il y ait, à un moment, une sanction», a-t-il ajouté. Pour ce dernier, «c'est négatif, pour ceux qui recherchent des emplois, d'être à côté de personnes qui ne cherchent pas d'emploi». Les chômeurs devront avoir un «état d'esprit différent, des convocations et des vérifications (...) Sinon on est radié», a insisté François Rebsamen. «On se bat mais cela n'a pas régressé, c'est un échec», a expliqué le ministre, mardi 2 août, ajoutant «nous ne bais-

sons pas les bras». La France compte 26.100 demandeurs d'emplois (catégorie A) supplémentaires se sont inscrits à Pôle Emploi en juillet, soit +0,8% par rapport à juin 2014 et de 4,3% en un an. La France compte donc au total 3 424 400 chômeurs de catégorie A.

Le ministre du Travail a mené la charge contre les chômeurs, car pour lui «il n'est pas possible, dans un pays qui est en difficulté, qui veut se redresser, qui porte le travail, d'avoir des gens qui ne cherchent pas d'emploi». Ce dernier a indiqué que «Trois cent cinquante mille offres qui ne trouvent pas preneur dans un pays qui compte 3,4 millions de chômeurs, c'est quand même quelque chose d'insupportable».

Alors qu'à Gauche, la surprise et la contestation se lève contre cette mesure, à Droite, c'est la satisfaction. Le candidat à la présidence de l'UMP, Hervé Mariton, qui a salué l'initiative, soulignant la nécessité de réformer le régime d'indemnisation. Pour la députée centriste, Isabelle Le Callennec, «Oui au contrôle de la recherche d'emploi mais aussi réhabiliter «l'offre raisonnable» d'emploi, la mobilité pro-

fessionnelle et géographique».

### Contre les sanctions à l'encontre des chômeurs

Les frondeurs continuent de mener la charge contre le gouvernement, ainsi Jérôme Guedj, chef de file des frondeurs, a déclaré sur les réseaux sociaux: «Dis @rebsamen et le contrôle des entreprises qui touchent le CICE et licencient et/ou augmentent leurs dividendes, on en parle?». De son côté, la députée socialiste Barbara Romagnan, François «Rebsamen veut renforcer le contrôle des chômeurs. Une étrange façon de lutter contre le chômage».

Pour la patronne d'EELV, Emmanuelle Cosse, «à écouter @rebsamen, je me demande s'il connaît la vie d'une(e) chomeur/euse. Le problème c'est le chômage, pas les chômeurs».

Le secrétaire général de la CFDT, proche du parti présidentiel, Laurent Berger, s'est dit «atterré», qualifiant les propos du ministre de «scandaleux», évoquant une «stigmatisation» des chômeurs. «Je suis un allié des salariés et des chômeurs. Je jugerai le gouvernement par rapport au chômage» a-t-il indiqué.

Eric Aubin, membre de la direction de la Confédération générale du travail (CGT), chargé de l'emploi, a fustigé la «seule solution» trouvée par le gouvernement pour lutter contre le chômage. Ce dernier a dénoncé la volonté de l'exécutif de «sanctionner les chômeurs». Le syndicaliste a aussi regretté que le gouvernement reprenne des arguments mit en exergue lors de la présidence de Nicolas Sarkozy et favorise les aides aux employeurs au risque de mettre «gravement en danger notre protection sociale».

Céline Tabou

## Édito

# Ca chauffe de partout

On aurait pu croire que ce titre évoque le monde en guerre en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Mali, en Ukraine, à Gaza, sous l'influence de la puissante Amérique. Non, il s'agit d'un phénomène encore plus dévastateur: la sécheresse contre laquelle Obama se fait petit.

L'ouest américain est particulièrement atteint. Une étude scientifique porte sur la zone irriguée par le fleuve Colorado qui couvre 7 états. Le constat est alarmant car personne ne sait si la capacité de la nappe souterraine tiendra le coup. En tout cas en surface, la situation dure depuis 3 années. Ce qui peut être vérifié par des photos spectaculaires qui circulent actuellement dans les médias.

L'ouest indien se trouve dans un cas quasi identique. La mousson est en retard. Le sol est craquelé, plus rien ne pousse et les éleveurs sont ruinés. Les experts en météo en Inde pensent que 2014 pourrait devenir l'année la plus sèche, en dépit des fortes pluies qui se sont abattues dans d'autres parties du vaste pays.

Quant à la Suède, le sommet le plus élevé, et surmonté d'un glacier de 40m, a déjà diminué de 20m de hauteur, soit une moyenne d'un mètre par an. Le tourisme alpin est particulièrement atteint car certaines zones ne sont plus praticables. L'augmentation de la température met aussi en péril la survie de certaines espèces animales. D'après les spécialistes, il n'a jamais fait aussi chaud.

Ces exemples viennent illustrer la pertinence de nos réflexions sur la priorité politique à accorder à la lutte contre le réchauffement climatique. Aucun endroit de la planète n'est à l'abri. Les guerres ne changeront rien. Quelle que soit leur puissance militaire et financière, les Etats Unis ne pourront rien face à ces phénomènes naturels aggravés par leur modèle de développement suicidaire car hypercarbonné.

La Réunion saura-t-elle tirer les leçons de ce qui se passe à l'étranger, au moment où nous sommes entrés dans la période d'étiage qui va se prolonger jusqu'aux prochaines pluies, généralement en novembre-décembre... si tout se passe bien!

---

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
ÉMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)

## Un nouveau préfet à La Réunion

# La filière canne à l'ordre du jour

**D**ominique Sorain a pris ses fonctions hier. Le nouveau préfet de La Réunion compte mettre l'accent sur l'économie et l'emploi conformément à la feuille de route du gouvernement. A La Réunion, cela se déclinera par une attention importante accordée à la filière canne.



Dominique Sorain était auparavant préfet des Vosges, puis de l'Eure.

Ce 2 septembre, après un hommage rendu au Monument aux morts de Saint-Denis, Dominique Sorain a commencé sa prise de fonction par une rencontre avec les journalistes. Le nouveau préfet a décliné les différents dossiers qui l'attendent avec en parallèle des échéances incontournables. C'est en effet cette année que se négocient les Contrats de projet Etat-Région.

Dominique Sorain précise aussi que les annonces du président de la République permettent d'avoir une visibilité importante pour son action.

Pour l'emploi, le préfet souhaite s'appuyer sur le travail en réseau avec les collectivités.

La filière canne va être un des premiers dossiers sur la table. Dominique Sorain prévoit de rencontrer prochainement les acteurs de la filière. Il rappelle l'engagement annoncé par le président de la République: 36 millions d'euros supplémentaires par an sous condition d'un accord de l'Union européenne. Par son aide financière, l'Etat compte donc accompagner la structuration de la filière dans un environnement bouleversé par la fin du prix garanti du sucre. Le représentant de l'Etat a évoqué la volonté de la filière de se positionner davantage sur le sucre haut de gamme. Dominique Sorain ne sera pas en terrain inconnu. Il a en effet occupé des responsabilités au ministère de l'Agriculture, notamment lors des négociations du GATT, l'institution internationale qui s'est transformée en OMC, Organisation mondiale du Commerce.

M.M.

## Maurice en pleine préparation de l'échéance 2017

**D**ans cet article publié dans le journal mauricien «le Défi», Devesh Dukhira, le nouveau président du Syndicat des sucres de Maurice donne la feuille de route pour les 3 prochaines années.

Une tâche lourde en raison du changement d'environnement qui se profile à l'horizon, à savoir la fin du contrat liant le syndicat à la compagnie Sudzucker en 2015 et la libéralisation du marché européen en 2017. Avec en toile de fond la baisse du prix du sucre sur le marché mondial.

Devesh Dukhira plante le décor. «Le marché mondial du sucre est actuellement en surplus, avec une production supérieure à la demande. Ce qui a pour résultat de faire baisser le prix de vente.» Actuellement selon les prévisions la tonne de sucre tourne autour de Rs 14 000 la tonne alors que l'an dernier on avait dépassé la barre des Rs 15 000, la tonne.

**2017: Rude compétition à prévoir sur le marché européen**

Néanmoins grâce au quota sucrier européen offert aux pays en voie de développement et le contrat liant le syndicat à la compagnie européenne Sudzucker, Maurice a un accès préférentiel sur le marché européen, sans avoir à faire face à la compétition féroce des betteraviers ou des pays africains à fort potentiel de production.

Mais avec la libéralisation du marché européen en 2017, l'affaire se corse. Finies, en effet, les 3,5 millions de tonnes de sucres garanties sur le marché européen pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ou Pays Moins Avancés (PMA). L'expiration de cet accord est surtout annonciatrice d'une rude compétition pour Maurice. Mais Devesh Dukhira reste optimiste. «Nous y sommes préparés avec les nombreuses réformes de l'in-

dustrie sucrière, comme la mise en place de la Multi Annual Adaptation Strategy (MAAS) ou du processus de centralisation de l'industrie. Nous sommes passés avec succès de producteur de sucre roux à celui de sucre raffiné/blanc», souligne notre interlocuteur.

**Exportations de 300 000 tonnes de sucre blanc**

Maurice exporte environ 300 000 tonnes de sucre blanc vers le Vieux Continent et environ 120 000 tonnes de sucres spéciaux vers l'Europe, les états-Unis ou le Moyen-Orient. La prochaine étape, selon le CEO désigné du Syndicat des Sucres, est de trouver un marché niche, ceci en ajoutant plus de «valeur» à notre sucre afin, dit-il, «de nous distinguer des autres.»

## Conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement (PEID)

# «Les PEID de la COI pour un traitement différencié et spécifique»

**C**e communiqué de la Commission de l'océan Indien donne le cadre de sa participation à la conférence des Samoa sur le changement climatique.



**Le Secrétaire général de la COI a participé à un dialogue de haut niveau sur le thème du développement et le rôle du secteur privé.**

Une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI), menée par son Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, a rejoint la capitale des Samoa pour participer à la troisième conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), du 30 août au 4 septembre. «Vu la situation d'urgence écologique et économique de nos îles, nous voulons faire de cette conférence un tournant majeur pour l'avenir des PEID», a précisé Jean Claude de l'Estrac.

La COI fera entendre la voix des PEID de l'océan Indien dans les débats sur les orientations et politiques mondiales de développement durable. A l'occasion des séances plénières, le Secrétaire général présentera, au nom des PEID membres de la COI, un plaidoyer qui portera notamment sur la demande d'un traitement différencié et spécifique pour ces pays.

### Avec Ban Ki moon

Dès son arrivée à Samoa le 29 septembre, le Secrétaire général de la COI a participé à un dialogue de haut niveau sur le thème du développement et le rôle du secteur privé. Lors de cette session, qui a été ouverte par le Secrétaire général des Nations unies, il a insisté sur la responsabilité politique dans l'amélioration de la connectivité aérienne, maritime et numérique qui est un outil de facilitation indispensable des activités du secteur privé pour le développement.

De même il a pris part à une réunion de travail avec deux institutions spécialisées dans le domaine de changements climatiques: le Secrétariat du Pacifique et son Programme régional pour l'environnement (SPREP) et la Communauté Caribéenne et son Centre régional sur le changement climatique (CCCCC). Cette rencontre a été

organisée avec le soutien technique du Secrétariat du Commonwealth (COMSEC). Le but de cette réunion était de poser les jalons pour l'échanges d'information et d'expériences interrégionales afin d'améliorer la capacité de résilience dans les régions.

En marge de la conférence, la COI animera un évènement consacré à «la coopération régionale: passerelle pour le développement de partenariats dans la région océan Indien».

### Initiative des Seychelles

A son issue, le «Défi côtier de l'océan Indien occidental» (Western Indian Ocean Coastal Challenge - WIOCC) sera officiellement lancé. Cette initiative des Seychelles vise à mobiliser les pays de l'océan Indien et d'Afrique orientale autour des actions concrètes en vue de renforcer leur résilience. A cette même occasion, un protocole d'accord entre la COI et l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) sera signé afin de renforcer les compétences météorologiques pour mieux lutter contre les aléas climatiques dans l'Indianocéanie.

Au total, la COI participera activement à une vingtaine de rencontres, ateliers et conférences avec de nombreux partenaires, dont la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) avec laquelle la COI travaille étroitement depuis plusieurs années, le SPREP, la CCCCC, le Partenariat insulaire mondial (GLISPA), le COMSEC, l'Organisation internationale de la Francophonie... Ce sera l'occasion, pour la COI, d'initier ainsi de nouvelles collaborations avec d'autres régions du monde.



Aleta Baun, une militante originaire de l'île de Timor, en Indonésie, a frôlé la mort. (photo Amantha Pereira/IRIN)

## Droits humains

# Appel à l'action pour protéger les militants écologistes

**D**es experts appellent à la mise en place d'un régime international de protection pour défendre et soutenir les militants victimes de harcèlement et de violences, alors que les rapports sur les attaques dirigées contre des personnes engagées dans le militantisme écologiste se multiplient.

«Il faut créer une organisation-cadre chargée de veiller sur les droits des militants écologistes et à même de prendre des mesures rapides pour venir en aide aux personnes en difficulté, comme nous pouvons le voir avec les organisations de médias», a dit à IRIN Emilienne de Leon, membre de l'International Network of Women's Funds (réseau international de fonds pour les femmes, INWF, dont la mission est de «renforcer la capacité politique et financière des fonds pour les femmes afin d'autonomiser les femmes et les filles et de redistribuer les ressources pour transformer leur vie et les communautés dans les-

quelles elles vivent»).

Durant la première semaine d'août, des militants, des bailleurs de fonds et des chercheurs se sont retrouvés à Bali, en Indonésie, à l'occasion du premier sommet mondial sur le climat et les femmes. Une grande partie des débats a été consacrée aux attaques contre les personnes qui luttent pour la protection de l'environnement.

«Nous préparerons un document qui donnera des conseils aux bailleurs de fonds et aux autres sur la marche à suivre et avec un peu de chance, nous pourrons donner suite aux recommandations rapidement», a dit Mme de Leon, avant d'ajouter que le projet ini-

tial prévoit un partenariat à trois entre Global Greengrants Fund (une organisation qui promeut l'écologie durable et la justice sociale), l'INWF et le Fonds d'action urgente pour les droits des femmes.

### 903 morts en 10 ans

Il devient de plus en plus évident qu'une réponse globale est nécessaire alors que les rapports sur les attaques se multiplient.

Un rapport établi par Global Witness, une organisation internationale qui

enquête sur la corruption et la dégradation de l'environnement, a conclu qu'au moins 903 citoyens travaillant pour la protection de l'environnement avaient trouvé la mort entre 2002 et 2013, soit un peu moins que les 913 journalistes tués au cours de la même période.

Global Witness, qui indique que le problème des violences et des menaces contre les militants écologiques était «notoirement sous-notifié», a affirmé dans son rapport intitulé «Deadly Environment» que «le taux de mortalité indique un niveau bien plus élevé de violences non mortelles et d'intimidation», et a souligné que «trois fois plus de personnes ont trouvé la mort en 2012 qu'en 2002, avec un taux de mortalité qui a augmenté au cours de ces quatre dernières années pour atteindre la moyenne de deux militants par semaine».

Dans le rapport qu'elle a présenté en 2011 au Conseil des droits de l'homme, Margaret Sekaggya, rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, a noté que les militants écologistes pouvaient être particulièrement vulnérables aux violences et a demandé que l'on accorde une attention accrue à leur sort. «Les défenseurs des droits qui travaillent sur les questions foncières et environnementales sont particulièrement désavantagés, car ils ne disposent souvent que d'une connaissance limitée de leurs droits et ne savent pas comment les faire valoir, ils ont des ressources limitées et une faible capacité organisationnelle», a-t-elle dit.

Les experts demandent la mise en place d'un mécanisme global de réponse coordonnée pour protéger les militants «verts», alors que l'attention se focalise de plus en plus sur la question et que l'on fait état d'un nombre croissant d'attaques.

«Les attaques augmentent, tout comme leur impact sur l'action menée sur [le] terrain», a dit Terry Odendahl, directrice exécutive du Global Green-grants Fund.

## Une attaque soutenue

Aleta Baun, une militante originaire de l'île de Timor, en Indonésie, se bat depuis dix ans contre les compagnies minières. Elle a indiqué que les menaces et les actes d'intimidation n'étaient pas des actes isolés, mais le produit d'une attaque soutenue.

Aux journalistes d'IRIN, Mme Baun a indiqué avoir subi une première

attaque alors qu'elle organisait une campagne de plusieurs jours au cours de laquelle des femmes autochtones ont bloqué l'accès à une mine de marbre en occupant le site et en tissant des habits traditionnels. Un groupe d'une trentaine d'hommes lui a tendu une embuscade dans une partie isolée de l'île et l'a encerclée.

«À un moment donné, ils se demandaient s'ils allaient me tuer ou me violer», a-t-elle dit, en expliquant qu'ils avaient décidé que le meurtre n'était pas une bonne solution en raison du trop grand nombre de témoins présents. «Ils ont décidé de ne pas me violer, car il y avait trop d'hommes qui attendaient leur tour», a-t-elle indiqué, en ajoutant qu'ils lui avaient donné des coups de couteau aux jambes avant de s'emparer de tout son argent. Les responsables de l'agression ont été arrêtés par les autorités et jugés. Cependant, a dit Mme Baun, cette action en justice n'a pas permis d'entrer dans le vif du sujet, car les organisateurs de l'attaque – ceux qui ont payé les agresseurs – n'ont jamais été inculpés.

«Après l'attaque, la police a arrêté quelques-uns [des agresseurs] pour avoir entravé une manifestation», a expliqué Mme Baun. «Une fois relâchés, les hommes qui m'ont attaquée sont venus me demander de retirer ma plainte. Ils m'ont dit qu'ils n'avaient pas reçu la somme qui leur avait été promise pour nous avoir attaquées et ils étaient en colère».

## La force dans le nombre

Suryamani Bhagat, militante au sein de «Save the Forests of Jharkhand Movement», une association du Jharkhand, un État de l'est de l'Inde, a dit que les fonctionnaires forestiers se sont montrés ses persécuteurs les plus obstinés.

«Ils veulent utiliser la forêt à des fins commerciales, mais la forêt fait partie de notre vie», a dit Mme Bhagat, avant d'ajouter qu'elle avait été menacée à plusieurs reprises par des fonctionnaires forestiers et qu'elle avait été harcelée par la police. Elle et les autres militantes – dont la majorité sont des agricultrices – ont échappé aux arrestations en faisant preuve de solidarité face aux menaces de la police.

«Une fois, nous avons dit à la police que nous irions toutes au poste de police volontairement, mais que nos enfants et nos animaux viendraient

avec nous, car sinon il n'y aurait plus personne pour s'occuper d'eux si nous étions arrêtées», a-t-elle dit.

«Je veille à travailler avec un grand nombre de femmes qui peuvent me soutenir en cas de menace», a-t-elle dit.

Mais les agresseurs se sont montrés persévérants et Mme Baun a été contrainte de quitter son domicile pour trouver refuge dans la forêt qu'elle s'efforçait de protéger et elle a choisi de rester en exil pendant un an.

«Le fait de rester là-bas pour ma sécurité voulait dire que je ne pouvais pas jouer un rôle direct de leadership dans la campagne contre les opérations minières», a-t-elle dit, avant d'ajouter que les manifestations contre les mines avaient continué, mais que le mouvement n'avait pas eu de vrai chef de file pendant son absence.

Elle a fini par rejoindre les autres militants, mais elle indique: «S'il n'y avait pas eu les attaques et les menaces, nous aurions peut-être pu nous débarrasser des groupes miniers beaucoup plus tôt».

Les frustrations engendrées par le fait de devoir se défendre contre les harceleurs sont toujours là: Mme Bhagat a dit qu'elle passait la moitié de son temps à surveiller ses arrières ou à gérer les menaces, car elle doit toujours faire attention aux fonctionnaires forestiers qui l'importunent ou portent plainte contre elle, ce qui pourrait l'envoyer en prison.

«J'aurais pu utiliser le temps passé à lutter contre le harcèlement pour sensibiliser la communauté. Maintenant, il me faut plus de temps pour réparer les dégâts causés par les fonctionnaires forestiers», a-t-elle dit, avant d'ajouter que les menaces généralisées et répétées dissuadent d'autres personnes de rejoindre le mouvement.

Selon Mme de Leon, outre la coordination d'un mécanisme de protection et de réponse rapide pour les militants en danger, la plateforme globale fera pression sur les bailleurs de fonds et les décideurs pour attirer l'attention sur les dangers continuels auxquels sont confrontés les militants écologistes.

(source: Irin)

# Otè!

## KEm an blok ou pa ditou ? Lo késtyon lé mal pozé !

*Matant Zélida la ékri Justin:*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, moin lé sir kan promyé minis la di li èm bann z'antopriz zot la vni vèr avèk lo mékontantman. Poitan, mi oi pa si na in n'afèr lé myé k'sa. Mi pans tout demoun téi doi dir konm li: «Mi èm bien bann l'antopriz!». Pou kosa? Pars l'antopriz, sa i donn travay demoun é konm li donn travay demoun li pé ète konsidéré konm lo bien-fézèr la sosyété. Fransh vérité, toulmoun i doi pa alé rod travay dann la méri; ou sinonsa lo konsèy zénéral. Toulmoun i pé pa z'ète fronskyonèr. I fo dmoun pou travay dann lo privé é oplis demoun va travay dann lo privé, oplis nora la plas travay , é o moins nora shomèr. Ou i vé, ou oui vé pa, mésyé Vals la bien rézon d'èm bann z'antopriz. Tok! Pran sa po toi!*

*Justin la fé pou répons:*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, mi pé dir aou, moin pèrsonèl mi èm pa k'i sava souf in kozman konmsa dann zorèy lo patrona- émé, pa émé, mi oi pa kosa lé inportan la-dan. Moin pèrsonèl nana l'antopriz mi èm, é na l'antopriz mi èm pa. In l'antopriz i fé travay bann z'ouvriyé, i respèk zot droi, i partaz lo bénéfis si nana, i vann pa lé z'arm, moin, sa mi trouv lé bon pou lo péi, lé bon pou l'imanité. In l'antopriz i pans arienk gonf lo pla bann, z'aksyonèr, i jenn pa li pou vann la poison lo moun, i respèk pa lo droi bann travayèr, i pans arienk pou ésploït lo moun, pou moin sa la pa in bon l'antopriz ditou. Donk, kont pa dsi moin pou dir mi èm ali, pars sak lé klèr dan moin sé ké mi souète in sèl z'afèr sé fé disparète ali.*

*Astèr mi di touzour la poin asé z'antopriz rényonèz sirtou dann séktèr la prodiksyon. La poin asé pars nout prodiksyon lé an difikilté. La poin asé pars zot i zoué pa asé dann l'innovation. Pars zot na difikilté par raport léstèryèr, par raport l'inportasyon. Pars i pé pa kont dsi zot pou dévlop in séktèr primèr é in séktèr sogondèr bien solid, bien stiktiré... L'èr la mi pans ni pé souète pou La Rényon plis l'antréprènyèr bien formé, bien désidé pou dévlop la prodiksyon épi zot noré in doz patriotism rényoné sa i jènré pa moin ditou. Tok! Pran sa pou ou!*

**Justin**

NB In gro léspri pou la rout. Sa sé in nistoir i romont dann tan dan l'égliz l'avé konfésyonal é pou konféyé demoun téi i antas inn dsi l'ot. Donk toulmoun i antan péshé inn-a l'ot. Donk dan mon kartyé l'avé dé frèr, inn téi apèl Yve, l'ot i apèl émé. émé té pa rar té fine touch inn-dé pti vèr avann alé konfès. Zour-la laté konmsa; Lo prête i an apèrsoi lo boug l'a fine boir, par lo wapèr i travèrs son griyaz; L'èr la li di: «Maléré ti é iv!». Lo boug i réponn: «Skiz amoin mon pèr, moin la pa iv, moin sé émé!» Sa lété l'bon tan!